

## **LE SERVICE PUBLIC JEUNESSE ET SPORTS EN GRAND DANGER : Boycott du CTM du 15 octobre 2019**

Suite à la 1ère saison de la Ministre Roxana Maracineanu qui a ressemblé à un jeu de massacre du service public Jeunesse et Sports, la saison 2 démarre sur de très mauvaises bases. Sur le fond, la casse généralisée du service public Jeunesse et Sports semble être le choix de la ministre. Les baisses d'effectifs se poursuivent, le budget se réduit malgré une présentation récente totalement en trompe-l'œil, la réorganisation des services se met en place sans aucune étude sérieuse des moyens et des conditions d'exercice dans les rectorats, le détachement des CTS n'est pas abandonné...

Et la concertation est une mascarade complète, ce n'est d'ailleurs pas nouveau. Mais les passages en forces du gouvernement, du ministère et de l'administration sont bien l'unique méthode d'avancée des contre-réformes. Celles et ceux qui pensent qu'on pourra arracher la moindre décision positive dans les espaces de « dialogue social » n'ont pas intégré la logique des rapports de forces et la devise des décideurs : « fort avec les faibles, faible avec les forts ». Et cerise sur le gâteau hier au CTM, nous avons appris que l'administration avait produit en juillet, un procès-verbal de CTM non réglementaire (car non présenté aux organisations syndicales, ce qui est totalement illégal) pour la requête des IG contre l'agence, au Conseil d'Etat ! En clair, le Conseil d'Etat a validé la création de l'agence du sport publique-privée, sur la base de documents non réglementaires !

**Dans ce contexte, les organisations syndicales ont donc décidé de boycotter le CTM pour envoyer UN SIGNAL FORT à l'ensemble des collègues ! Dans la période, IL EST INDISPENSABLE DE SE MOBILISER et de s'opposer à :**

- L'abandon des services et des personnels CAS, CEPJ et personnels administratifs qui voient une véritable perte de sens. La souffrance est réelle et quotidienne, nous vous alertons !
- La réorganisation des services : DDCS, DR(D)JSCS et la centrale qui inquiètent fortement les personnels, peu ou pas informés ou encore face à des informations totalement contradictoires
- Au projet de détachement des CTS aux fédérations, malgré la victoire législative du 4 juillet 2019 au parlement contre le « détachement d'office » des CTS
- Au transfert des salaires des CTS, du BOP 124 vers le BOP 219, qui permet dorénavant au ministère de remplacer des CTS par des subventions !
- La diminution du budget du ministère des sports qui est un véritable trompe l'œil
- Aux missions qui perdent leur sens au fil des mois, sans parler du SNU, dispositif dangereux et mascarade patriotique à 1,6 milliard d'euros qui pourrait devenir obligatoire à terme pour 800 000 jeunes par an !

## **POUR ARRÊTER CE MASSACRE ET RECONSTRUIRE UN SERVICE PUBLIC JS AMBITIEUX, C'EST A NOUS DE JOUER !**

Concernant le détachement des CTS aux fédérations, qui fait l'objet d'une fronde complète toute l'année dernière, il est encore possible de préserver ces missions de service public Jeunesse et Sports. La mobilisation est en pause, en attendant les arbitrages mais nous devons relancer la mobilisation sans attendre les mauvaises décisions.

Enfin, nous pensons qu'il est encore possible de préserver le service public JS ! Cela passe par :

La **conception d'une politique JS ambitieuse, maintenant l'équilibre sur tous les territoires, avec la création d'un ministère Jeunesse et Sport** réunifié, qui est la marque de l'identité historique de ce secteur et **l'augmentation des effectifs et des moyens financiers** en portant le budget JS à 1 milliard d'Euros par an (soit 40 fois moins que les cadeaux faits aux entreprises chaque année en CICE)

La **création d'une DRH spécifique Jeunesse et Sports** puisque la mutualisation ne marche pas et que la fusion-absorption au MEN risque d'être fatale

Le **développement du nombre de postes pour mener toutes les missions Jeunesse et Sports**, d'ici les JO de Paris 2024. Des postes de CTS, de CAS et formateurs mais aussi des poste JEP et personnels administratifs, essentiels à la conduite des politiques publiques. Madame la Ministre, sortez de cette crise du sport par le haut en permettant d'avoir **2024 postes de CTS à Paris 2024 et après** ce qui suppose la réouverture de tous les concours !

Le **maintien des CTS dans leur statut actuel** sans changement d'autorité ou d'affectation

Dans l'immédiat, le **transfert des missions aux DRAJES, doit absolument permettre le maintien des missions historiques JS (et pas uniquement en 2020!) et se faire avec l'ensemble des personnels qui souhaitent suivre leurs missions**, notamment les personnels administratifs qui jouent un rôle d'accompagnement essentiel dans la mise en œuvre des missions

Le **retrait du SNU** qui n'entre aucunement dans les projets éducatifs JS et ne peut pas participer à une politique émancipatrice pour la jeunesse

**L'arrêt de l'expérimentation en Bretagne** avec l'accaparement du Conseil Régional des missions JS qui est un immense danger pour l'action de l'Etat et son homogénéité sur le territoire !

**Nous présenterons nos positions aux ministres :**

- Rendez-vous avec Roxana Maracineanu, Ministre des sports le 22 octobre
- Rendez-vous avec Jean-Michel Blanquer, MEN et Gabriel Attal, Secrétaire d'Etat à la Jeunesse le 22 octobre
- Lors du CTM du 12 novembre

Transmettez-nous vos avis, questions dès aujourd'hui...[solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com) / 06 86 63 17 91

Attention, la casse du service public nécessite une mobilisation de toutes et tous : réunions d'échanges entre collègues, liens avec les SHN, information des élus associatifs, AG, Heures Mensuelles d'Informations, courriers...toutes les initiatives sont possibles pour mettre en évidence les difficultés et nos propositions ! N'attendons pas, mobilisons-nous !

**Partagez vos avis, difficultés, questions...[solidairesjs@net-c.com](mailto:solidairesjs@net-c.com) / 06 86 63 17 91**